



Les personnels n'acceptent pas les conditions désastreuses de la rentrée scolaire !

Quelle est la réalité de la rentrée scolaire dans les écoles publiques ?

La réalité, c'est qu'alors que 36 milliards d'€ supplémentaires sont attribués au budget des armées, des milliers de classes ont fermé. Ces fermetures de classes sont la conséquence des 4 000 suppressions de postes du budget Macron-Lecornu adopté avec l'antidémocratique article 49-3 et de la généralisation des PAS (pôles d'appui à la scolarité) visant à réduire les notifications MDPH pour les élèves en situation de handicap et à « coacher » les enseignants soumis à des situations intenable dans leur classe.

La réalité, c'est justement la remise en cause des droits des élèves à besoin particulier : 30 000 élèves en situation de handicap ne trouvent pas de place à laquelle ils ont droit dans les établissements sociaux et médico-sociaux ! Des dizaines de milliers d'AESH manquent en cette rentrée scolaire pour accompagner les élèves en situation de handicap dans leur classe ! Inacceptable !

La réalité, c'est aussi l'affectation de bon nombre de remplaçants sur des postes à l'année ce qui augure des problèmes considérables de remplacement dans les semaines qui viennent.

La réalité c'est enfin la poursuite de l'effondrement de notre pouvoir d'achat, personne n'est dupe de la campagne de désinformation du gouvernement à ce sujet !

Pour autant ce n'est pas la résignation qui domine dans les écoles, mais la colère. Ainsi, plusieurs écoles se sont saisies du préavis de grève déposé en cette rentrée par la FNEC FP-FO pour refuser une fermeture de classe ou exiger des recrutements d'AESH à hauteur des besoins. C'est le cas à Marseille (Bouches-du-Rhône), à Vénissieux (Rhône), à Choisy-le-Roi ou à Fresnes (Val-de-Marne)...

Dans les Yvelines, les enseignants d'une école de Conflans Ste-Honorine avaient déposé leur déclaration d'intention de grève pour le jour de la rentrée car les AESH manquaient dans leur école. Le lundi 31 août au matin, l'IEN a rencontré l'équipe en indiquant que 24h d'accompagnement étaient couvertes sur les 49h attendues, en appelant les personnels à faire une « rentrée apaisée ». Les collègues n'ont pas cédé : ils ont informé les parents d'élèves et ouvert une caisse de grève. A 17h, l'IEN appelait la directrice pour indiquer que 48h sur 49h serait couvertes dès le 1er septembre, ce qu'elle a confirmé par écrit.

Le SNUDI-FO invite les personnels à se réunir dans leurs écoles à discuter de leurs revendications (besoin d'AESH, exigence d'ouverture de classe ou refus de fermeture...) et des moyens de les faire valoir, y compris par la grève.

Le SNUDI-FO soutiendra toutes les écoles mobilisées et rappelle que le préavis de grève déposé par notre fédération, la FNEC FP-FO, couvre toute la première période.

Montreuil, le 2 septembre 2026